

Rencontre entre Paul Biyoghe Mba et les partenaires sociaux, hier

Appel à "la responsabilité syndicale et au soutien objectif au président de la République"

F.B.E.M

Libreville/Gabon

Ce sont là, les principaux points développés par l'autorité politique, au cours de la rencontre qu'il a initiée en direction de plusieurs syndicats du public et du privé. Un soutien soumis à conditions par ces derniers.

OUVRANT une série de rencontres avec des groupes sociaux du pays, Paul Biyoghe Mba, membre du gouvernement et du Parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir, a échangé hier, à bâtons rompus, avec des membres d'une trentaine de centrales syndicales et de syndicats autonomes, à la Chambre de commerce de Libreville.

Deux notions ont caractérisé le propos développé par le premier vice-Premier ministre à l'endroit des partenaires sociaux : la responsabilité syndicale et le "soutien objectif" à l'action du président de la République. Le premier entraînant le second, selon lui. Une rencontre qui prend tout son sens lorsqu'on s'aperçoit qu'elle intervient dans un contexte d'ébullition sociale, fortement marquée par des



Paul Biyoghe Mba, au cours de l'échange avec les partenaires sociaux.



Un aperçu des responsables syndicaux présents à la rencontre d'hier.

grèves, et à quelques cinq mois d'une échéance électorale présidentielle. S'agissant du premier point, Paul Biyoghe Mba a appelé à « un syndicalisme qui forme et éduque... Il est bon que les syndicalistes soient totalement formés, à la défense de leurs droits, mais aussi, au respect des règles des administrations qui les emploient ». Avant de développer : « Le syndicalisme responsable est celui qui met en avant l'intérêt général du pays. Car si le pays plonge, eh bien, nous plongeons avec lui. Et si le pays progresse positivement, nous progressons tous positivement ».

Quant au second point, l'autorité politique s'est évertuée à démontrer à la centaine de partenaires sociaux présents, "la convergence objective" qui devrait prévaloir entre le gouvernement et les syndicats, dans la mesure où ils recherchent tous les deux le mieux-être des Gabonais et des institutions. « (...) Je viens pour vous dire, en réalité, que nous recherchons la même chose. L'intention du président de la République est de faire du Gabon un pays développé. Il

ne peut en être autrement... Nous sommes comme dans un bateau où il y a les uns à bâbord, les autres à tribord, mais avec un même cap : progresser », a-t-il conclu. Une série de rugueuses interventions a suivi cet argumentaire du 1er vice-Premier ministre. Si les responsables syndicaux ont "loué le courage" de Paul Biyoghe Mba de venir échanger avec eux à cette heure fortement tendue entre les syndicats et le gouvernement, ils ont néanmoins émis, pour la majorité, des réserves, quant au "soutien

objectif" requis par ce dernier. Les partenaires sociaux ont, tour à tour, demandé à ce dernier ce qu'ils gagneraient en retour de cet appui. Ce d'autant plus, ont argué les uns et les autres, qu'il y a pour l'heure, beaucoup trop de problèmes à régler au sein de leurs départements respectifs. « Des problèmes qu'il faut préalablement résoudre pour espérer un quelconque soutien », ont-ils dit. « Ce sera du gagnant-gagnant », a résumé Cyriaque Mendome, syndicaliste du secteur privé.

C'est « satisfait de cet échange fructueux » que Paul Biyoghe Mba est reparti de la Chambre de commerce, tout en promettant aux travailleurs de revenir vers eux, et à ne pas couper ce fil de discussions. Car, a-t-il conclu, « ce n'est pas le fait qu'il y ait des problèmes qui est un problème. C'est par contre le fait de ne pas chercher les solutions qui en a un. Et discuter ensemble, c'est déjà trouver la moitié de la solution. C'est cela aussi le soutien objectif que nous recherchons auprès des syndicats aujourd'hui ».

Téledétection radar/Mise en œuvre de la campagne "Afrisar"

Le Gabon choisi en raison de son rayonnement spatial

Frédéric Serge LONG

Libreville/Gabon

Afin de mieux faire comprendre l'intérêt de cette expérience scientifique unique, qui se déroule pour la première fois en Afrique subsaharienne, l'Ageos et la Nasa organisaient, hier sur le tarmac de l'Armée de l'air de Libreville, une journée porte ouverte à l'intention des médias.

AFRISAR est une campagne de téledétection coordonnée à laquelle participe une coalition d'agences spatiales internationales, à savoir l'Ageos (Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales), la Nasa (National aeronautics and space administration), l'Esa (l'Agence spatiale européenne), DLR (Centre aérospatial allemand) et l'Onera. Objectif : acquérir des données radar et lidar aéroportées.

En raison de son positionnement géographique et de son rayonnement spatial, le Gabon a été choisi pour la mise en œuvre de cette expérience scientifique unique, qui se déroule pour la toute première fois en Afrique subsaharienne. En clair, Afrisar vise à calibrer les instruments radar (Sethi, F-Sar, UAVESAR et LVIS) de l'Esa et de la Nasa sur des sites d'essais parmi



Un aperçu des types d'équipements qui devront servir à la mise en œuvre de la campagne Afrisar



A bord de cet avion, les équipes travaillant sur ce programme fournissaient des explications aux visiteurs.

lesquels, la Mondha, la Lopé, Rabi, Mabounie, Pongara et Mouila, en raison de la quantité de biomasse qu'ils renferment. Une fois paramétrés, lesdits instruments vont être embarqués à bord des prochains satellites Biomass (Esa), Nisar et Gedi (Nasa), dont les lancements sont prévus pour 2021. Ces outils de pointe devraient fournir à la communauté scientifique des données précises sur les quantités de biomasse et le stock de carbone contenus dans les forêts tropicales. Afin de mieux faire comprendre l'intérêt de ce programme, l'Ageos et la Nasa organisaient, hier sur le tarmac de l'Armée de l'air de Libreville, une journée porte ouverte à l'intention des journalistes, pour faire le



Sur le tarmac de l'Armée de l'air, les membres du gouvernement et le DG de l'Ageos en concertation.

tour des avions et leurs équipements technologiques : C-20A et B-200 pour la Nasa et le Dornier 228-212 (DLR), pour le compte de l'Esa.

Se trouvaient également à cette rencontre, les ministres de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, de l'Economie numé-

rique, Pastor Ngoua Neme, et de la Protection de l'Environnement, Flore Mistoul et son délégué, Crépin Ngwo-dock. « Nous allons mener des campagnes sur différents types de forêts présentes au Gabon (savane, mangrove, zones humides, etc.) afin de pouvoir vérifier la conformité des résultats des capteurs avec ceux obtenus par nos équipes sur le terrain. Ceci en mesurant la hauteur des arbres, leur type, la profondeur en dessous de la terre... », a souligné Tanguy Gahouma Békale, directeur général de l'Ageos. **PLACE DU GABON** D'un intérêt certain pour notre pays, la campagne Afrisar conforte la place du Gabon dans sa responsabilité pour la lutte contre le changement climatique. « Le patri-

moine forestier, aujourd'hui, est la deuxième cause mondiale d'émission de gaz à effet de serre. Cette mission permettra donc, pour les prochaines années, de mesurer de façon précise le carbone stocké dans chaque arbre de la forêt gabonaise. Et ces résultats obtenus ici serviront de références pour l'ensemble des forêts humides et équatoriales, notamment celles du bassin du Congo », a ajouté M. Gahouma Békale.

Afrisar s'étendra sur quatre années jusqu'au lancement du premier satellite en 2020. Mais la collaboration avec la Nasa et le DLR se poursuivra, indique le DG de l'Ageos. « Nous avons une dizaine d'années de vie du satellite qui sera situé à des dizaines de milliers de kilomètres d'altitude. Dans la mesure où son paramétrage s'est effectué au Gabon, ils auront toujours à se référer ici pour voir si les données recueillies lors du lancement, demeurent les mêmes 10 ou 20 ans après », a précisé Tanguy Gahouma Békale. Après la Cop 21 à Paris en décembre dernier, Afrisar est, en définitive, une opportunité mondiale pour renforcer les discussions autour des transferts de technologie, la recherche et l'innovation, qui contribueraient à la gestion durable des forêts et à la lutte contre les changements climatiques.